



Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 - L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Georges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques. Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

Le document est disponible sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-048/r12-0481.pdf>.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Union européenne

1 - BCE

Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...). L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

2 – Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2013 et que le mécanisme sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a également été convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devrait s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que par le respect de l'intégrité du marché unique. Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du Pacte pour la croissance et pour l'emploi.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques.

Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : www.fatf-gafi.org.

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

1 - Le décret n° 2012-1128 du 4 octobre 2012 relatif aux vérifications préalables à l'ouverture d'un livret A a été publié au JORF du 6 octobre 2012.

2 - Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

Projets, propositions de loi, proposition de résolution

1 - Le projet de loi relatif à la création de la banque publique d'investissement a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée.

Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>.

2 - La proposition de loi présentée de M. Guénaél Huet visant à réglementer les relations entre les professionnels et les établissements de crédit et à favoriser l'accès au crédit des entreprises notamment les TPE et les PME est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/propositions/pion0324.asp>.

3 - La Délégation sénatoriale à l'Outre-mer a examiné la proposition de résolution européenne de MM. Roland du Luart, Georges Patient et Serge Larcher relative à la stratégie européenne pour les régions ultrapériphériques (RUP) à l'horizon 2020. La délégation appelle à une stratégie européenne adaptée aux contraintes propres des RUP. Le texte sera examiné le 19 novembre 2012. Il est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppr12-093.html>.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Le marché du travail reste fragile

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 58 950 à fin septembre 2012, soit une baisse de 0,8 % par rapport au mois précédent. Néanmoins, comparé à septembre 2011, la Guadeloupe compte 2 356 demandeurs d'emploi supplémentaires (+4,1 %), 5 704 de plus par rapport à septembre 2010, et 8 836 de plus par rapport à 2009.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi s'établit à 690, un chiffre en fort recul par rapport à août 2012 (-26 %). Au total, au cours des mois de juillet, août et septembre, les offres d'emploi collectées diminuent de 29,8 %, par rapport aux trois mois précédents. Cette baisse concerne aussi bien les offres d'emploi durable (6 mois ou plus) que les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois), respectivement - 13,2 % et - 36,8 %.

Au deuxième trimestre 2012, le taux de chômage en Guadeloupe calculé au sens du Bureau International du Travail (BIT) s'élève à 22,9 %, soit un niveau équivalent à celui constaté au deuxième trimestre 2007 (23 %). Les jeunes actifs de moins de 30 ans et les femmes sont les plus touchés. Par ailleurs, depuis 2007, la durée moyenne d'ancienneté dans le chômage est passée de 48 à 52 mois. La publication est disponible sur le site de l'Insee : www.insee.fr

Nouveau repli du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau sensiblement au troisième trimestre 2012. En baisse de près de 7 points par rapport au trimestre précédent, il s'établit en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2010.

Cette évolution s'explique par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment sur leur courant d'affaires et leur trésorerie. L'activité est jugée en baisse et devrait rester en retrait au prochain trimestre.

Face à cette nouvelle détérioration de la conjoncture, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise restent défavorablement orientées, ce qui reflète leurs inquiétudes et leur manque de visibilité à moyen terme.

La note Premières tendances est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

Incidents de paiement sur effets : diminution mais valeur unitaire en hausse

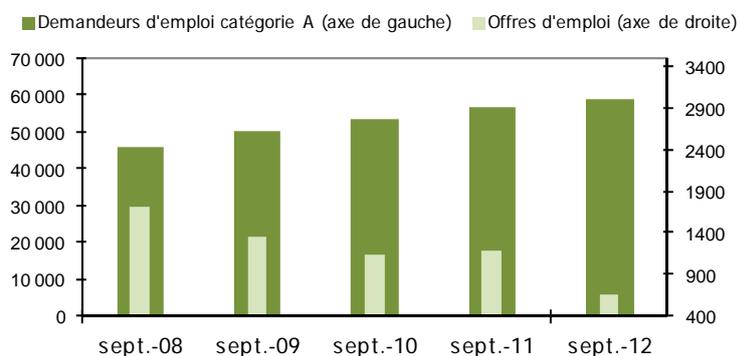
Au mois de septembre 2012, 107 impayés sur effets de commerce ont été recensés en Guadeloupe par la Centrale des Incidents de Paiements sur Effet (CIPE) de la Banque de France, soit une baisse de 15,1 % en variation mensuelle. Pour ce même mois, la diminution en valeur de l'ensemble des incidents est encore plus significative, soit -54,4 %, pour un montant de 2 064 milliers d'euros.

Par rapport au même mois de l'année précédente, les incidents de paiement sont en baisse en nombre (-20,1 %), en revanche, ils ont plus que doublé en valeur (+125,6 %). Sur le plan sectoriel, les entreprises de l'industrie manufacturière, de l'hébergement et de la restauration ainsi que les entreprises de services ont le plus contribué à cette augmentation.

Parution des «Panoramas de la Guadeloupe et des Collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy» et « Premières Tendances »

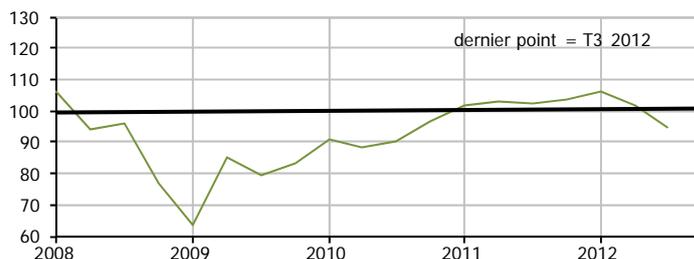
L'iedom Guadeloupe vient de publier les panoramas de la Guadeloupe et des collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy et les Premières tendances du 3^{ème} trimestre 2012. Vous pouvez vous procurer ces publications en les téléchargeant librement sur notre site internet : <http://www.iedom.fr>

Marché du travail



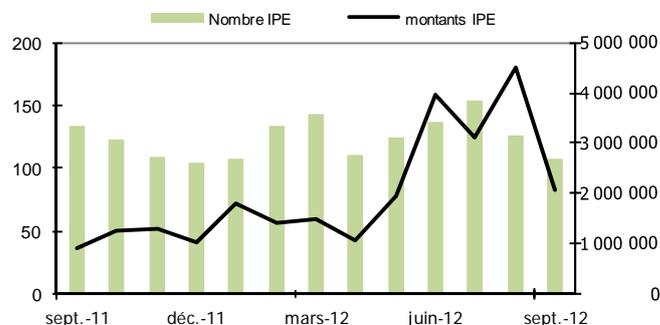
Source : DIECCTE

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe (100=moyenne de longue période)



Source : enquête de conjoncture IEDOM

Evolution des incidents de paiements sur effets (IPE)



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Le Grand projet de Port entre dans sa phase opérationnelle

Le conseil d'administration du Port autonome de la Guadeloupe a entériné le 28 septembre 2012 le lancement de la phase opérationnelle du projet de port en eau profonde. Ce « grand projet de port » est destiné à répondre à la croissance des flux maritimes résultant de l'ouverture en 2015 du troisième jeu d'écluse dans le canal de Panama. La réalisation des travaux est envisagée sur deux phases, de montants respectifs de 70 et 60 millions d'euros. La première devrait démarrer en 2014/2015, la seconde en 2018/2019. La Région participera au financement de la première phase à hauteur de 7 millions d'euros.

Projet de développement régional éolien

Le 8 octobre, les élus régionaux ont approuvé à l'unanimité le projet de schéma régional de développement de l'énergie éolienne. Ce schéma régional éolien est le fruit d'un long travail de concertation entre les partenaires institutionnels, les services de l'État, les collectivités, les gestionnaires de réseaux, les porteurs de projet et le grand public. Il devrait permettre d'atteindre les objectifs du plan régional de l'énergie « Prerure », adopté par l'assemblée régionale en mai 2008 et visant une autonomie énergétique avec 50 % d'énergies renouvelables dans la production d'électricité à l'horizon 2020.

Reprise de l'épandage aérien

La préfecture de la Guadeloupe a annoncé mardi 16 octobre qu'un nouvel arrêté pour permettre la reprise du traitement par fongicides des bananeraies atteintes par la cercoporiase avait été signé. Le premier arrêté préfectoral, qui avait autorisé à la mi-juillet l'utilisation du Banole, avait été suspendu au début d'octobre 2012 par le juge administratif. L'utilisation du Banole demeure toutefois interdite tant qu'il n'aura pas subi d'évaluation de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail), obligatoire en cas d'utilisation par épandage aérien. Dans le cadre d'un accord de partenariat signé avec l'Embrapa, l'unité de recherche brésilienne, les professionnels se sont engagés à trouver des solutions de lutte alternatives contre la cercoporiase.

Air Antilles Express développe son réseau

Air Antilles Express, détenue par la société CAIRE (Compagnie Aérienne Inter Régionale Express), opère aux Antilles Françaises un réseau de six destinations régulières vers la Caraïbe au départ de ses hubs de Pointe-à-Pitre et Fort-de-France. Dès le 28 octobre, la compagnie proposera des vols entre Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Cayenne grâce à un partenariat commercial avec Air France. Cet accord dit de « free flow » permettra à Air Antilles Express de faire l'acquisition d'un certain nombre de sièges sur les avions d'Air France qu'elle vendra en son nom propre. Le lancement de trois vols vers La Dominique au départ de la Guadeloupe est également prévu en fin d'année, dans le cadre d'un partenariat avec Air France.

Journée sur l'entrepreneuriat féminin

À l'occasion de la Semaine Européenne des PME, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région des Iles de Guadeloupe a organisé une journée sur le thème « l'esprit d'entrepreneuriat au féminin » le 18 octobre au World Trade Center de Jarry. L'objectif était d'accompagner les entrepreneuses et porteuses de projet dans leur démarche de création, de développement, de transmission ou de reprise d'entreprise ainsi que de les conseiller dans leur recherche de financement.

Foire internationale de La Havane

La Région Guadeloupe organise une mission de prospection économique à la Foire internationale de La Havane, à Cuba, du 4 au 8 novembre. Ce salon international commercial accueille des entreprises cubaines, mais aussi espagnoles, canadiennes, caribéenne ou d'Amérique Latine. Cette action, cofinancée par Ubifrance, représente une opportunité pour les entreprises guadeloupéennes de tisser des partenariats potentiels.

La Guadeloupe au forum caribéen des énergies renouvelables

La 4^{ème} édition du CREF, forum caribéen sur les énergies renouvelables, s'est tenue à Porto Rico du 15 au 17 octobre. La Région Guadeloupe était présente aux côtés d'une vingtaine de délégations de la Caraïbe, du Canada et des Etats-Unis, de l'Institut de Coopération Franco-Caraïbes, d'une dizaine d'entreprises et de l'organisme de recherche Synergile. La Région Guadeloupe a notamment présenté son projet de géothermie reliant la Martinique, la Dominique et la Guadeloupe.

ACTUALITE REGIONALE

Comptes économiques rapides guyanais

La collaboration CEROM entre l'AFD, l'IEDOM et l'INSEE a établi les comptes économiques rapides guyanais. Pour l'année 2011 la croissance de l'économie guyanaise atteint 4 % en volume, soit 1,5 point de plus qu'en 2010. Avec une population en forte croissance, le PIB par habitant progresse plus modérément que le PIB en volume, et s'établit à 15 400 € (+ 1,4 %). En 2011, l'investissement progresse d'environ 21 % à prix constants. Il contribue à la croissance du PIB à hauteur de 5,1 points s'affirmant ainsi comme moteur de la croissance.

La CEM obtient la gestion du répertoire des métiers

Le 18 octobre à Saint-Barthélemy, le préfet de région, Amaury de Saint-Quentin, accompagné du préfet délégué Philippe Chopin, a signé la convention reconnaissant à la Chambre économique multiprofessionnelle (CEM) les compétences d'une Chambre de commerce et d'industrie et d'une Chambre des métiers et de l'artisanat. La CEM est donc autorisée à tenir le répertoire des métiers et le registre d'apprentissage, ce qui était du ressort de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Guadeloupe.

Réduction des vols entre l'Amérique latine et Saint-Martin

Copa Airlines, la compagnie panaméenne reliant l'Amérique latine et Saint-Martin via le Panama, envisage de réduire la fréquence de ses vols comme annoncé lors de la conférence aéronautique qui s'est tenue à Abou Dabi du 30 septembre au 1^{er} octobre. Copa assure actuellement quatre liaisons hebdomadaires mais estime que le taux de remplissage des avions est insuffisant. Cette liaison assurée était un moyen de drainer dans les îles du Nord la clientèle sud américaine – en particulier brésilienne - considérée comme un relais de croissance pour l'industrie du tourisme.

PRINCIPAUX INDICATEURS

	LES INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1998)</i>	Guadeloupe France entière	Septembre 2012	128,0 126,3	-0,3 %	1,5 % 1,9 %	
Chômage <i>(Source : DIECCTE)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Septembre 2012	58 950	-0,8 %	4,1 %	
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)		Août 2012	11,8	-	-	
			Cumul à fin août	133,2	-	-22,0 %	
	Importations - (en M€)		Août 2012	192,3	-	-	
			Cumul à fin août	1 753,3	-	-3,2 %	
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées		Septembre 2012	398	-	-17,4 %	
			Cumul à fin Septembre	3 759	-	-11,3 %	
	LES INDICATEURS DE VULNERABILITE			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaire		Octobre 2012	20 837	-1,2 %	-3,3 %	
	Retraits de cartes bancaires		Cumul à fin octobre	4 268	-	-2,7 %	
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		Cumul à fin septembre	220	-	-22,5 %	
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Septembre 2012	2 064	-	125,6 %	
			Cumul à fin septembre	21 380	-	66,4 %	
		- Nombre		Septembre 2012	107	-	-20,1 %
				Cumul à fin septembre	1 142	-	-1,0 %
	LES INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel	
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aéroportuaires - (entrées + sorties)		Septembre 2012	108 200	-	-1,3 %	
			Cumul à fin Septembre	1 521 938	-	1,2 %	
Trafic maritime <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Septembre 2012	261 993	-	41,9 %	
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)			46 896	-	17,4 %	
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Septembre 2012	1 223	1,0 %	-16,9 %	
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Octobre 2012	22 985	28,0 %	6,4 %	
			Cumul à fin Octobre	204 840	-	5,6 %	

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Observatoire des tarifs bancaires



Conformément à la loi sur la régulation bancaire et financière (art. 81), L'IEDOM est en charge de l'observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM. La collecte et le traitement des données ont lieu deux fois par an et couvrent l'ensemble des établissements bancaires installés dans les six géographies dominiennes. Par rapport au précédent observatoire d'avril 2012, il est à noter en Guyane un renchérissement de la tarification pour 44 % des services bancaires répertoriés. Dans le même temps, 47 % de ces services connaissent une stabilité de leur tarif, et une baisse a été observée pour 6 % d'entre eux. En Guyane, le montant moyen des frais de tenue de compte s'élève à 16,67 euros par an, contre 29,39 euros en Martinique, 29,25 euros en Guadeloupe, ou encore 24,79 euros à Mayotte.

Retrouvez la publication sur la page « publications » du site de l'iedom (<http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/>).

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages est en légère baisse de -0,1 % en septembre. Selon l'INSEE, cette diminution résulte exclusivement de la baisse des prix des services. Sur un an, l'indice croît de 1,5 %, tiré par la hausse des prix de l'alimentation (+3,1 % par rapport à septembre 2011), des services (+ 1,0 %) et de l'énergie (+ 5,6 %). Les prix des produits manufacturés restent stables. Le rythme annuel de progression des prix ralentit en Guyane, il est plus faible qu'en France entière (+ 1,9 %), mais est quasiment similaire à l'inflation constatée aux Antilles (Guadeloupe + 1,4 %, Martinique + 1,4 %).

Carburants

L'arrêté préfectoral n°1671/DIECCTE/2012 relatif au prix maximum de certains produits pétroliers et du gaz domestique est paru le 30 octobre 2012. Le prix de vente au détail en novembre est donc de 1,72 € / litre pour l'essence (- 4 cts) et 1,59 € / litre pour le gazole (+2 cts). Le prix de la bouteille de gaz de 12,5 kg est désormais de 23,08 € (- 21 cts par rapport à octobre, soit - 0,9 % sur le mois).

La baisse de 6 cts, prise en charge à part égale par la Région et la SARA sur une durée de 3 mois devrait prendre fin le 30 novembre.

Emploi

Selon les dernières actualisations de l'Enquête emploi annuelle réalisée par l'INSEE, le taux de chômage en Guyane (au sens du Bureau international du travail - BIT) augmente de 1,3 point à 22,3 % en juin 2012. Il est rappelé que les chômeurs au sens du BIT sont toutes les personnes en âge de travailler remplissant les trois critères suivants :

- ne pas avoir travaillé au cours de la semaine précédent l'enquête ;
- être disponible pour accepter un emploi sous quinzaine ;
- rechercher activement un emploi.

Cette définition du taux de chômage, très précise, masque cependant la part croissante des inactifs se situant dans le « halo » du chômage, c'est-à-dire les personnes inactives souhaitant travailler mais ne répondant pas aux critères du BIT. Au deuxième trimestre 2012, les inactifs au nombre de 13 800 sont presque aussi nombreux que les chômeurs au sens du BIT (16 800 personnes).

En septembre 2012, le DIECCTE comptabilise pour sa part 18 928 demandeurs d'emploi de catégorie A, en recul de 1,6 % (après CVS) par rapport au mois précédent.

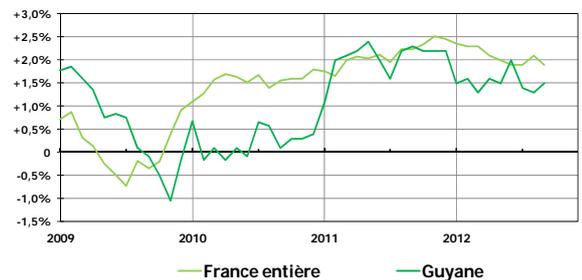
Energie

Avec l'augmentation démographique et l'augmentation du taux d'équipement des ménages guyanais, la progression de la consommation d'énergie en Guyane est soutenue. A ce titre, EDF envisage un doublement de la demande énergétique d'ici à 2030. Le barrage de Petit-Saut, qui a livré 462,83 GWh au réseau en 2011 (soit 54,3 % du total de la production électrique), ne pourra pas augmenter sa production pour satisfaire cette hausse. De nouveaux projets devront être lancés. Un second barrage hydroélectrique est envisagé à moyen terme sur la Mana. La biomasse, l'éolien, le photovoltaïque, ou encore les microcentrales au fil de l'eau sont à l'étude pour le court terme. Ces derniers moyens de production d'énergie ayant représenté environ 6 % de la production totale en 2011, sont en pleine expansion sur le territoire.

Transports

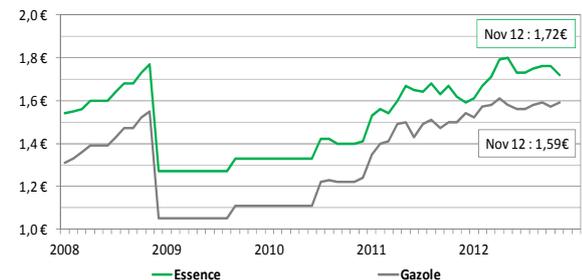
Le Plan global de transports et de déplacements de la Guyane (PGTD) pour la période 2013-2025 a été présenté le 18 octobre dernier dans les locaux de la préfecture. Du fait de la pression démographique, les acteurs publics sont amenés à élaborer pour le long terme une

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)

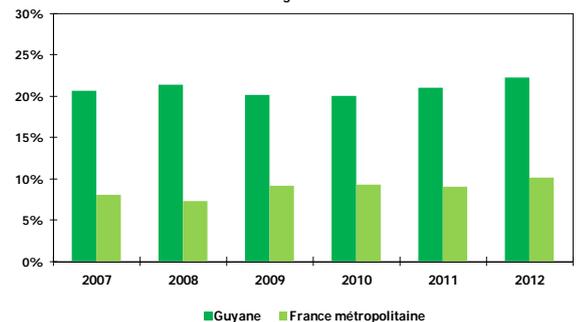


Source: INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

Prix des carburants



Taux de chômage au sens du BIT



Source: Insee

stratégie de développement des infrastructures de transport. Ce Plan indique en effet que les flux de voyageurs devraient augmenter de +70 % à +100 %, et les flux de marchandises de +70 % à +80 %, d'ici à 2025. Il comprend des projets d'aménagement dont le coût global en investissement avoisine les 1,2 milliard d'euros (65 % pour les intercommunalités, sur la bande littorale, 26 % pour les connexions interurbaines, sur la bande littorale, et 9 % pour les communes de l'intérieur et les communes isolées).

Spatial

Vendredi 12 octobre, le troisième lancement de Soyouz en Guyane s'est effectué avec succès depuis le pas de tir de Sinnamary (commune proche de Kourou). Ce sont deux nouveaux satellites (FM3 et FM4) qui ont pu rejoindre leurs deux homologues déjà dans l'espace, pour former une mini-constellation de 4 satellites (faisant partie de la future constellation Galileo) et achever ainsi la phase de validation du programme. Après 4 heures de vol, FM3 et FM4 étaient en orbite à une altitude proche de 23 200 km et subissaient des tests sur leurs moyens de propulsion. Cette mini-constellation permettra de tester le système GPS (4 satellites sont un minimum pour déterminer des coordonnées dans l'espace). Six autres satellites identiques seront lancés en 2013 et huit supplémentaires (dont quatre lancés par Ariane 5) en 2014. A partir de 2015, la constellation Galileo pourra commencer à fournir des premiers services à ses utilisateurs.

Depuis la base de Kourou, le 10 novembre dernier, Ariane 5 a lancé avec succès deux satellites de télécommunication : Eutelsat 21B et Star One C3. Eutelsat 21B a été construit par Thales Alenia. D'une masse au décollage d'environ 5 tonnes, il aura une durée de vie opérationnelle d'au moins 15 ans, durant lesquels il offrira des services de télécommunications et de réseaux de données pour les entreprises et les administrations gouvernementales en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et de l'Ouest et en Asie centrale.

Star One C3 a été construit par Orbital Sciences Corporation. D'une masse au décollage de 3,2 tonnes, il aura une durée de vie opérationnelle de 16 ans et fournira de la télévision directe, de la téléphonie et des communications interurbaines sur le Brésil et sur l'Amérique du Sud.

Pêche

Une étude de l'Ifremer sur les caractéristiques de la pêche illégale en Guyane a été rendue publique en octobre. Alors que les actions contre les navires de pêche illégaux s'intensifient, cette étude apporte des éléments sur le nombre et la nationalité des embarcations illégales. Selon l'Ifremer, en 2011, plus de 8 000 tonnes auraient été prélevées des eaux guyanaises, par des embarcations à majorité brésilienne (environ 70 %). Pour rappel, la production annuelle légale en Guyane était de 2 464 tonnes en 2011 (1 057 tonnes de crevettes, 1 407 tonnes de vivaneaux rouges). Selon les derniers chiffres du commerce extérieur, les exportations de poisson comme de crevettes sont en forte baisse ce mois-ci (respectivement -48,5 % et -86,8 % et en variation mensuelle, corrigées des variations saisonnières – CVS).

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Sep-2012	125,8	-0,1%	[1,5%]	Insee
		Prix administré du litre d'essence	Nov-2012	1,72	-[2,3%]	[6,2%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Sep-2012	18 928	-1,6%	6,9%	Dieccte (CVS Dieccte)
		Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Sep-2012	8 164	0,4%	14,3%	Pôle Emploi
		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Aou-2012	14 679	[0,9%]	-[7,0%]	Caf
		Prestations nettes versées (1)	Aou-2012	8,7 M€	[7,9%]	[11,9%]	Caf
			Cumul	63,1 M€	ns.	ns.	
CONSUMMATION		Recettes d'octroi de mer	Sep-2012	10,0 M€	-16,2%	3,7%	Douanes
			Cumul	92,4 M€		5,9%	
		Importations de biens de consommation (BC) (2)	Sep-2012	10,9 M€	0,9%	4,4%	Douanes
			Cumul	112,7 M€		2,2%	
		Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Oct-2012	385	44,8%	4,9%	Somafi
			Cumul	3 419		-6,2%	
INVESTISSEMENT		Importations de biens d'équipement (BE) (2) (3)	Sep-2012	40,7 M€	-3,9%	20,9%	Douanes
			Cumul	305,7 M€		-14,2%	
		Ventes de véhicules utilitaires	Oct-2012	139	31,1%	44,0%	Somafi
			Cumul	949		2,9%	
COMMERCE EXTERIEUR		Exportations (2)	Sep-2012	8,9 M€	-22,9%	-37,4%	Douanes
			Cumul	151,8 M€		21,1%	
		Importations (2) (3)	Sep-2012	109,5 M€	-14,3%	9,3%	Douanes
			Cumul	1027,8 M€		2,6%	
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à Oct-2012	7 tirs (5 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)		6 tirs à Oct-2011	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à Oct-2012	13 satellites, et 1 ATV		10 satellites et 1 ATV	
	BTP	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Sep-2012	8 046 tonnes	-11,6%	-0,3%	Ciments guyanais
			Cumul	73 687 tonnes		15,7%	
	INDUSTRIE	Exportations d'or en volume (2)	Sep-2012	137 kilos	-9,9%	-28,2%	Douanes
			Cumul	1 210 kilos		19,0%	
		Exportations d'or en valeur (2)	Sep-2012	5,8 M€	0,2%	-20,8%	Douanes
			Cumul	44,8 M€		33,8%	
		Cours de l'once d'or	Sep-2012	1 743,19 \$	[7,2%]	-[2,3%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		Grumes sorties de forêt	Sep-2012	7 190 m3	89,7%	-42,1%	ONF
		Cumul	29 090 m3		-20,1%		
AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations de crevettes (2)	Sep-2012	1 tonne	-86,8%	-97,6%	Douanes	
		Cumul	282 tonnes		-63,6%		
	Exportations de poissons (2)	Sep-2012	96 tonnes	-48,5%	-44,0%	Douanes	
		Cumul	1 024 tonnes		-20,1%		
	Exportations de riz (2)	Sep-2012	0 tonne	ns.	ns.	Douanes	
		Cumul	0 tonne		ns.		
TOURISME	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Aou-2012	53 504	1,1%	3,9%	CCIRG	
		Cumul	289 827		-4,1%		
	Nombre de nuitées	Aou-2012	33 000	27,8%	23,0%	Insee	
		Cumul	215 000		0,0%		

[Données non CVS]

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Données provisoires : les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(3) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Vulnérabilité des agents économiques : amélioration pour les ménages et dégradation pour les entreprises

Au 30 septembre 2012, le fichier central des chèques recense 17 522 personnes physiques en interdiction bancaire, soit une diminution de 2,5 % sur un an. Cette évolution favorable est attestée par le recul des retraits de cartes bancaires depuis janvier par rapport à l'année précédente (-15,1 %). Cette situation contraste avec celle des entreprises, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'inscrivant en hausse de 2,9 % sur un an pour atteindre 2 521 au 30 septembre 2012.

Circulation fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

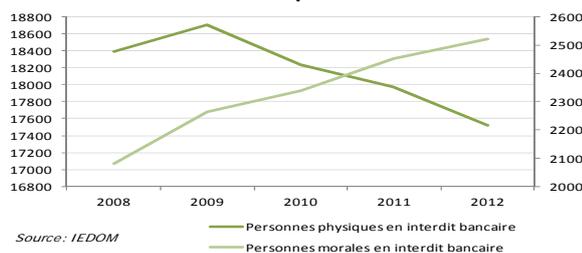
Au 30 septembre 2012, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,6 % en volume et de 8,3 % en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 20,3 millions (contre 19,0 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 829 millions d'euros (contre 765 millions). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,8 % en volume et de 4,7 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'élève à 180,9 millions fin septembre 2012 (contre 169,4 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 24,3 millions d'euros (contre 23,2 millions d'euros).

A la même date, le nombre de billets apocryphes saisis en Martinique s'inscrit en hausse (+3,4 % en cumul depuis janvier par rapport à l'année dernière) après un recul enregistré depuis fin 2010. Cette recrudescence, constatée depuis le mois de juillet, concerne principalement les coupures de 50 € et de 100 €

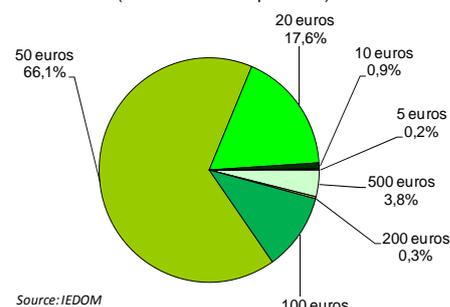
Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers : hausse globale des tarifs moyens en Martinique

Le rapport d'octobre 2012 de l'observatoire des tarifs bancaires sera mis en ligne le 12 novembre sur le site Internet de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr/iedom/publications-24/observatoire-des-tarifs-bancaires/>). Par rapport à la précédente étude menée en avril 2012, ce rapport révèle une relative stabilité des tarifs bancaires en Martinique, à l'exception de 2 services sur la trentaine étudiée. Il montre également que les tarifs moyens martiniquais sont supérieurs à la moyenne domienne pour 18 des 31 services étudiés alors que seuls 10 tarifs se situent en dessous. En revanche, pour 14 tarifs faisant l'objet d'une comparaison avec la moyenne métropolitaine, les résultats sont plus équilibrés puisque 7 sont inférieurs ou égaux : les prestations de carte bancaire sont moins coûteuses sur le territoire martiniquais qu'en France métropolitaine, contrairement aux prestations de gestion de compte.

Vulnérabilité financière des ménages et des entreprises



Répartition des coupures en circulation selon leur montant (en valeur à fin septembre)



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Immatriculation : baisse des ventes de véhicules neufs aux particuliers et aux entreprises

De janvier à septembre, 8 761 véhicules neufs ont été immatriculés en Martinique, soit une baisse de 8,3 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution tient à la fois à la diminution des ventes cumulées de véhicules utilitaires neufs (-13,6 %) et de véhicules particuliers neufs (-7,3 %). Pour ces derniers, les ventes de véhicules de marques françaises -qui représentent 40,2 % des ventes totales- enregistrent une dégradation plus marquée (-10,7 %) que les ventes de véhicules de marques étrangères (-4,9 %).

Inflation : progression contenue des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation atteint 128,3 à fin septembre, en recul de 0,4 % par rapport au mois précédent. Sur un an, l'indice progresse de 1,4 %, soit une croissance plus modérée qu'en métropole (+1,9 %). Cette évolution s'explique par la stabilité des prix des produits manufacturés (-0,1 % sur un an) et la hausse mesurée des prix des services (+0,5 %) qui ont permis de limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie (+6,7 %) et de l'alimentation (+3,6 %).

Taux d'inflation (en glissement annuel)



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Martinique-Haïti : vers une coopération renforcée

Une délégation d'entrepreneurs haïtiens s'est rendue en Martinique du 3 au 11 octobre dernier pour nouer un dialogue avec les principaux acteurs économiques de l'île. Conduite par Nahomme Dorvil, vice-présidente de la Chambre de commerce haïtienne, cette délégation a notamment rencontré des chefs d'entreprise martiniquais dans l'optique d'instaurer des partenariats opérationnels pour faciliter le transfert de technologie entre les deux territoires. Par la suite, une délégation d'une vingtaine d'entrepreneurs martiniquais et guadeloupéens, menée par Manuel Baudouin, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique, s'est à son tour déplacée à Haïti pour approfondir le processus de rapprochement entre les partenaires.

FMI : lettre d'intention de la Jamaïque

Le ministre des Finances de la Jamaïque, Dr Peter Philips, qui avait rencontré une délégation du Fonds monétaire international au début du mois, a annoncé le 23 octobre dernier que la Jamaïque préparait une lettre d'intention à destination du FMI dans laquelle figurerait l'objectif d'élimination du déficit fiscal d'ici 2015/2016 et le retour du ratio de la dette souveraine à 100 % du PIB comme contreparties d'une intervention de l'institution financière internationale. Le document préciserait également les réformes fiscales et les modalités d'une refonte du système de retraite envisagées pour atteindre ces deux cibles.

Chine : échanges en croissance avec l'Amérique latine et la Caraïbe

Dans son rapport, «The People's Republic of China and Latin America and the Caribbean », la CEPALC souligne le poids croissant des échanges entre la zone Amérique latine - Caraïbes et la Chine dans leur commerce extérieur respectif entre 2005 et 2011. Les imports et les exports en provenance et à destination de cette région représentent actuellement respectivement 6 % et 7 % des imports et des exports chinois. Réciproquement, entre 2006 et 2011, les exports de la zone Amérique latine - Caraïbes vers la Chine ont crû à un rythme trois fois supérieur à la croissance des exports totaux de la région. L'étude montre que la plupart de ces États présente une balance commerciale déficitaire avec leur partenaire chinois, déficit qui s'élève à 1,904 milliard de dollars pour les seuls États de la CARICOM. Concernant les investissements des firmes chinoises dans la région, la CEPALC estime leur montant à plus de 15 milliards de dollars en 2010, faisant de la Chine le troisième investisseur dans cette zone. Le rapport précise toutefois que 90 % de ces flux d'investissements sont consacrés à l'extraction de ressources naturelles.

Ce rapport est disponible sur le site de la CEPALC : www.eclac.org.

Union européenne : recul des flux commerciaux avec l'Amérique latine et la Caraïbe

L'étude «European Union and Latin America and the Caribbean » de la CEPALC montre que la part des échanges avec l'Union européenne (UE) dans le commerce extérieur de la zone Amérique Latine – Caraïbes a diminué depuis 1990. Ainsi, les exports à destination de l'Union européenne représentent 13,7 % des exports totaux de la zone contre 24,8 % en 1990 et les imports en provenance de l'UE 14,0 % des imports totaux contre 20,2 % en 1990. Le rapport souligne également que les échanges de la zone avec l'UE ont repris plus lentement qu'avec les autres régions du monde depuis le début de la crise. Il met aussi en exergue le recul de la part des flux d'investissements directs à destination des pays de la CEPALC dans les flux totaux en provenance des pays de l'Union européenne, passés de 3,3 % entre 2000 et 2005 à 2,8 % entre 2006 et 2011. Cependant, l'Union européenne reste la première source de capitaux étrangers en Amérique latine et dans la Caraïbe. Dans le détail, alors que le Brésil constitue la principale destination des investissements directs européens à l'étranger, l'Espagne est encore le principal investisseur dans la zone, suivie de la France dont les investissements sont en forte croissance depuis 2000.

Ce rapport est disponible en anglais sur le site de la CEPALC : www.eclac.org.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	-septembre 2012	128,3	-0,4 %	+1,4 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2012	43 309	-0,5 %	+3,6 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- septembre 2012	26,0 %		0,9 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- août 2012	21 626	-1,8 %	+7,6 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	-septembre 2012	39 393	+2,9 %	+2,6 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- août 2012	255,6	+6,1 %	-10,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- août 2012	42,7	+3,6 %	-1,9 %
	Taux de couverture mensuel		16,7 %		+2,0 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- août 2012	47,4	+6,2 %	+6,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- août 2012	352,3		+6,1 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- septembre 2012	17 522	-0,5 %	-2,5 %
	Retraits de cartes bancaires (stock)	- septembre 2012	4 653	-1,2 %	-11,2 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2012	88 857	-49,6 %	-3,4 %
		- cumul annuel	1 227 346		-1,9 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2012	0	ns	ns
		- cumul annuel	61 090	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2012	13 588	+5,5 %	-16,0 %
		- cumul annuel	138 774		-8,4 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- septembre 2012	826	+20,9 %	-28,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- septembre 2012	113	+9,7 %	-36,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		8 761	-	-8,3 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication de la note expresse « Panorama de La Réunion » en 2011

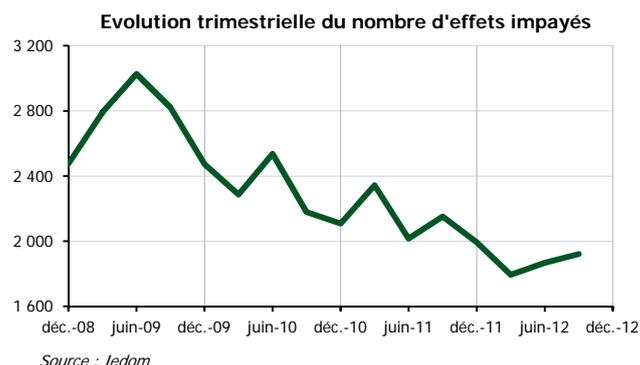
L'IEDOM vient de publier la note « Panorama de La Réunion » pour l'année 2011. Cette note de quatre pages, diffusée dans la collection « Notes Expresses - Portrait », propose un éclairage synthétique sur les caractéristiques structurelles et économiques de l'île, et facilite la compréhension des enjeux économiques du département. Elle présente des éléments de cadrage macroéconomiques (PIB par habitant, inflation, marché du travail, etc.) et démographiques. Elle inclut également une analyse des secteurs clés de l'île tels que l'industrie sucrière, le BTP et le secteur du tourisme, ainsi qu'un aperçu de l'activité bancaire.

La note est disponible sur [le site de l'edom](#).

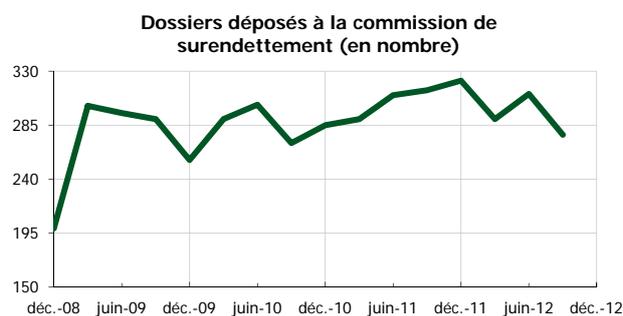
Hausse du nombre d'effets de commerce impayés au 3^e trimestre 2012

Le nombre d'effets de commerce impayés est en hausse de 2,9 % au 3^e trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent, après une progression de 4,1 % au 2^e trimestre 2012. Le nombre d'effets reste toutefois en retrait de 14,3 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2011.

Le montant moyen d'impayés augmente de 8,6 %, stoppant la baisse continue observée depuis septembre 2011. Depuis le début de l'année, le montant total d'impayés se contracte, 30,5 % sur un an.



Baisse du nombre de dossiers de surendettement au 3^e trimestre 2012



Au 3^e trimestre 2012, 277 dossiers ont été déposés auprès de la commission de surendettement, soit une baisse de 10,9 % par rapport au trimestre précédent. Parmi ces dossiers, 236 ont été jugés recevables par la commission, qui a ouvert une procédure de rétablissement personnel pour un tiers d'entre eux.

Sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre de dossiers déposés diminue de 3,9 % par rapport à la même période en 2011.

Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la France métropolitaine

L'Institut de la statistique et des études économiques (Isee) de Nouvelle-Calédonie vient de publier les résultats d'une enquête de comparaison des prix entre son territoire et la France métropolitaine. En retenant les habitudes de consommation métropolitaines, l'écart de prix global entre la Nouvelle-Calédonie et la France métropolitaine atteint 49 %. Réciproquement, un Calédonien économiserait 17 % sur son panier-type de biens et services s'il achetait en métropole. La différence de prix est proche de celle enregistrée en Polynésie française, mais dépasse largement celle observée dans les départements d'Outre-mer.

Cette étude est disponible sur [le site de Cerom](#).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	127,4	- 1,3 %	+ 0,4 %
	IPC France entière	126,3	- 0,3 %	+ 1,9 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	18 575	- 23,6 %	- 23,1 %
	En cumul (milliers d'euros)	209 053	-	- 0,6 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	3 403	-	- 4,9 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	215,6	-	+ 2,7 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	127 410	+ 0,4 %	+ 5,9 %

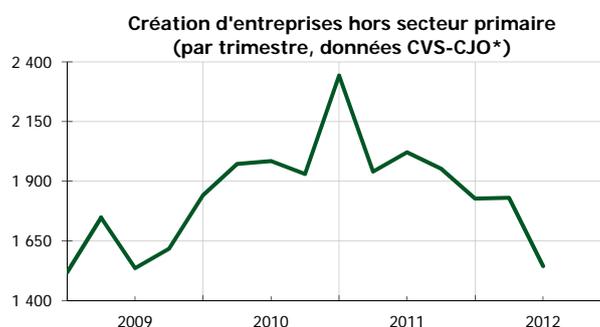
LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Septembre 2012	141 412	- 27,6 %	- 6,7 %
	Cumul 2012	cumul Sept.	1 538 230	-	- 3,9 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	Août 2012	65 500	n.s.	- 2,7 %
	Cumul 2012	cumul Août	523 100	-	+ 0,9 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	Septembre 2012	1 540	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	cumul Sept.	17 689	-	+ 21,8 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Septembre 2012	12,1	-	n.s.
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	cumul Sept.	222,5	-	+ 3,5 %
	Effectifs salariés du BTP	Septembre 2012	16 914	- 1,1 %	- 4,9 %

Repli de la création d'entreprises au 2^e trimestre 2012

Le nombre de création d'entreprises se contracte de 16 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 (- 12 % sur un an) et suit ainsi la tendance baissière observée en 2011 (- 5,9 % sur l'ensemble de l'année). Il retrouve son niveau de fin 2009 après la forte hausse enregistrée en 2010, notamment en raison d'un grand nombre de créations d'entreprises dans le secteur de la production d'électricité photovoltaïque. Les créations d'entreprises diminuent dans tous les secteurs, notamment dans le secteur de la construction où elles baissent de 30 % après deux trimestres consécutifs de progression.

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).



* Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee

Baisse des embauches au 3^e trimestre 2012

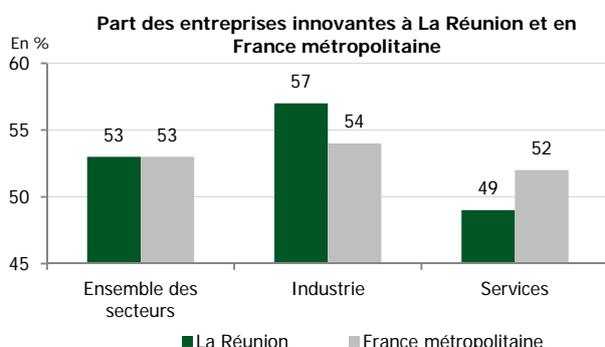
Au cours du 3^e trimestre 2012, la caisse nationale de l'Urssaf enregistre une baisse de 5 % du nombre de déclarations d'embauche (CDI et CDD de plus de 31 jours, hors intérim). Au niveau national, ces embauches diminuent de 6,5 %. Seule la région Corse affiche une croissance de ses embauches (+ 6,1 %).

L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Défiscalisation Outre-mer : statu quo limité à un an

La commission des Finances de l'Assemblée a adopté un amendement au projet de loi de finances 2013, limitant à un an le maintien du plafond actuel des niches fiscales ultramarines. L'amendement intervient quelques jours après la validation du projet de loi qui conserve le plafond global à 18 000 euros dans les DOM, contre 10 000 euros dans les autres territoires.

Innovation à La Réunion : un niveau comparable à celui de la France métropolitaine



Sources : Insee, enquête innovation CIS 2010

Entre 2008 et 2010, 53 % des entreprises réunionnaises ont innové, parmi les entreprises de 10 à 250 salariés. D'une manière générale, La Réunion atteint un niveau d'innovation comparable à celui de la France métropolitaine, malgré des handicaps structurels importants, dont notamment la dimension du marché. Des disparités structurelles subsistent néanmoins : plus encore qu'en France métropolitaine, les entreprises réunionnaises sont plus innovantes dans les secteurs de l'industrie que dans ceux des services.

En comparaison avec la métropole, les petites entreprises réunionnaises (de 20 à 50 salariés) innoveront plus que les grandes.

Visite du ministre des Outre-mer à La Réunion

Le ministre des Outre-mer, M. Victorin Lurel, a effectué une visite de trois jours à La Réunion au cours de laquelle il a signé les sept premiers emplois d'avenir accordés à l'île, en présence de M. Jean-Luc Marx, préfet de la région Réunion. Le dispositif, lancé le 8 novembre par le gouvernement, vise à lutter contre le chômage des jeunes. Il s'adresse aux personnes de 16 à 25 ans sans diplôme et en difficulté d'insertion. Près de 150 000 emplois d'avenir doivent être signés d'ici 2014, dont 5 000 à La Réunion. La visite, qui s'est achevée le 11 novembre, était également consacrée aux problématiques de la vie chère et à la coopération régionale. M. Lurel a par ailleurs annoncé la suppression des visas touristiques vers La Réunion pour les ressortissants sud-africains.

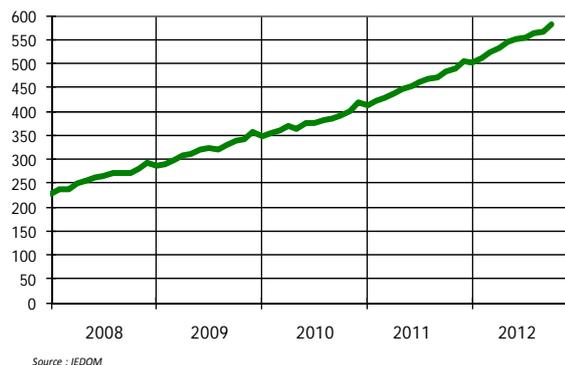
ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

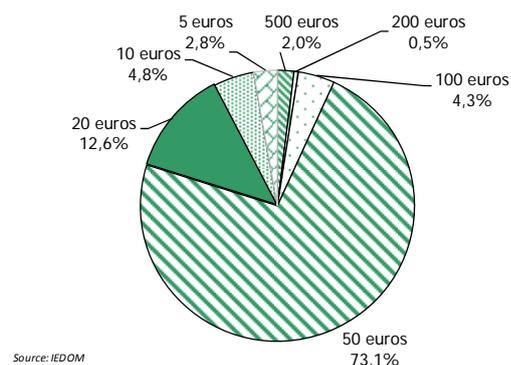
A fin octobre, les émissions nettes de billets progressent fortement de 15 millions d'euros sur le mois (soit +2,7 % après +0,3 % le mois précédent) et s'établissent à 581,4 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre affichent quant à elles une progression encore plus marquée de 3,8 %, après -0,8 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 10,6 millions au 31 octobre 2012, dont 73 % sont constitués par la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué plus dynamiquement en nombre qu'en montant, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île est dépréciée de 62 centimes et s'établit à 54,8 € au 31 octobre 2012.

Emissions nettes cumulées de billet au 31 octobre 2012

En millions d'euros



Répartition des billets en nombre au 31 octobre 2012



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Revenus-Prix

En septembre 2012, l'indice des prix à la consommation enregistre une baisse légère (-0,1 %) à Mayotte. Selon l'INSEE, la hausse des prix des produits manufacturés (0,2 %) est compensée par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons (-0,2 %). Les prix de l'énergie baissent de 1,1 % en raison de la diminution du prix du gaz en bouteille. Les prix du tabac restent stables et ceux des services augmentent légèrement (0,1 %). En glissement annuel, l'indice général des prix à la consommation progresse de 1,3 %.

Une réunion de l'observatoire des prix, tenue le 15 octobre, a permis de constater une augmentation de 0,8 % du montant du chariot type estimée, sur la base des prix des différents produits relevés dans les magasins et sur les marchés.

Depuis le 1^{er} octobre, les ouvriers et employés de Mayotte bénéficient d'une nouvelle classification de leurs rémunérations. La nouvelle grille est composée de 12 coefficients calculés sur la base de quatre critères relatifs à la formation, l'expérience, la prise de responsabilité et l'autonomie au travail. Ainsi, le plus bas taux horaire brut s'élève à 6,83 € tandis que le taux le plus élevé est de 7,10 €. La mesure concerne tous les salariés mahorais à l'exception de ceux disposant déjà d'une convention collective plus favorable ou d'un statut spécifique.

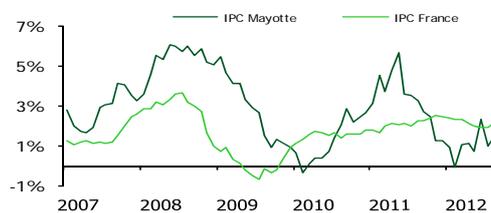
Le projet de loi pour la régulation économique en Outre-mer, voté au Sénat le 26 septembre, a été validé par l'Assemblée nationale le 10 octobre et par le comité mixte paritaire le 25 octobre. Il est prévu qu'elle soit mise en application d'ici la fin de l'année 2012.

Activités économiques

La conférence économique et sociale de Mayotte s'est tenue les 16 et 17 octobre. Organisé au niveau national au mois de juillet dernier par le gouvernement, l'événement a été piloté localement par la préfecture et a rassemblé de nombreux acteurs des secteurs administratif, socio-économique et politique. L'objectif était d'identifier et proposer des réponses aux défis posés par le développement de l'emploi, la formation et des productions locales, et par la modernisation de l'action publique. Une synthèse de l'ensemble des ateliers a été réalisée et servira de base pour les propositions mahoraises qui seront formulées au gouvernement.

Les travaux de réhabilitation de l'ancienne place du marché de Mamoudzou ont repris à la fin du mois d'octobre. Prévus pour une durée de deux mois et un coût de 500 000 €, le projet permettra de redonner vie à la place et d'opérer une complète transformation des lieux, avec la mise en place de parkings, d'espaces de jeux pour enfants et un éclairage public.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Social

Une mission interministérielle a séjourné dans l'île pendant 9 jours, du 18 au 25 octobre, pour étudier la mise en place de l'indexation des salaires à Mayotte. La mission était composée de quatre inspecteurs de l'inspection générale de l'administration, des finances et des affaires sociales. Ils ont rencontré l'ensemble des acteurs concernés, notamment les syndicats, les représentants des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière), les représentants du secteur productif et les responsables politiques. Les observations et conclusions de cette mission seront présentées au gouvernement qui disposera alors des éléments nécessaires à la prise des décisions sur la mise en place de l'indexation des salaires à Mayotte.

Toujours en désaccord avec leur direction générale, les agents de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte (CSSM) sont en grève illimitée depuis fin septembre. La revendication principale porte sur l'application de la majoration des salaires.

Transport aérien

Depuis le 1^{er} octobre 2012, l'aéroport de Mayotte a obtenu la certification SGS suite à la mise en place du Système de gestion de la sécurité. Ce processus, conforme aux normes émises par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et suivi par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), permettra, à court terme, de renforcer la sécurité des passagers au départ de Dzaoudzi et de garantir un contrôle unique de sûreté aux passagers en transit à La Réunion.

Tourisme

En partenariat avec la chambre des métiers, le comité départemental du tourisme (CDTM) a organisé le premier salon du tourisme et des loisirs à Mayotte les 12 et 13 octobre. L'évènement, qui s'est déroulé sur la place de la République, avait pour objectif de valoriser l'offre touristique mahoraise tant auprès des nouveaux arrivants que de la population locale. Le CDTM compte réitérer la manifestation chaque année en y invitant des partenaires régionaux.

Comme les mois précédents, le nombre de passagers en transit à l'aéroport de La Réunion pour rejoindre Mayotte est en baisse de 7,5 % au mois de septembre. Cette statistique enregistre une baisse pour le treizième mois consécutif.

Parution de la note expresse Panorama de Mayotte 2011

La note expresse Panorama de Mayotte 2011 (Edition 2012) vient de paraître. Cette publication présente les caractéristiques structurelles et l'évolution de l'économie de Mayotte à travers des indicateurs socio-économique, démographique et financier. Elle est disponible en téléchargement gratuit sur le site de l'[IEDOM](#).

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		sept.-12	116,3	-0,1%	1,3%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		sept.-12	7 469	-10,3%	-28,9%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-12	22 464	-19,7%	-23,3%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-12	232 367	10,7%	-8,0%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-12	614	-22,6%	95,1%
		cumulées	sept.-12	5 957	11,5%	10,2%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-12	2,73%	-0,10 pt	1,66 pt
		cumulé	sept.-12	2,56%	0,02 pt	0,42 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	sept.-12	376	-35,3%	6,8%
		cumulés	sept.-12	3 682	-	-15,1%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	sept.-12	18 948	-39,3%	-11,6%
		cumulés	sept.-12	203 674	-	-8,1%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	sept.-12	38,3	-26,6%	21,7%
	(départs)	cumulés	sept.-12	300,4	-	-66,8%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-12	8 282	-18,8%	107,2%
		cumulées	sept.-12	60 874	-	6,5%
Électricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-12	39 120	0,5%	3,5%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	sept.-12	181 772	-	0,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-12	8 800	-2,6%	-3,5%
		cumulée	sept.-12	83 126	-	1,4%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-12	14,7	-27,7%	-
		cumulées	sept.-12	46,4	-	40,1%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-12	107,1	-25,1%	-
		cumulées	sept.-12	333,0	-	63,2%

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Octobre 2012)				
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	
0,1864%	0,1104%	0,1003%	0,0909%	0,1110%	0,2080%	0,4110%	0,6500%	

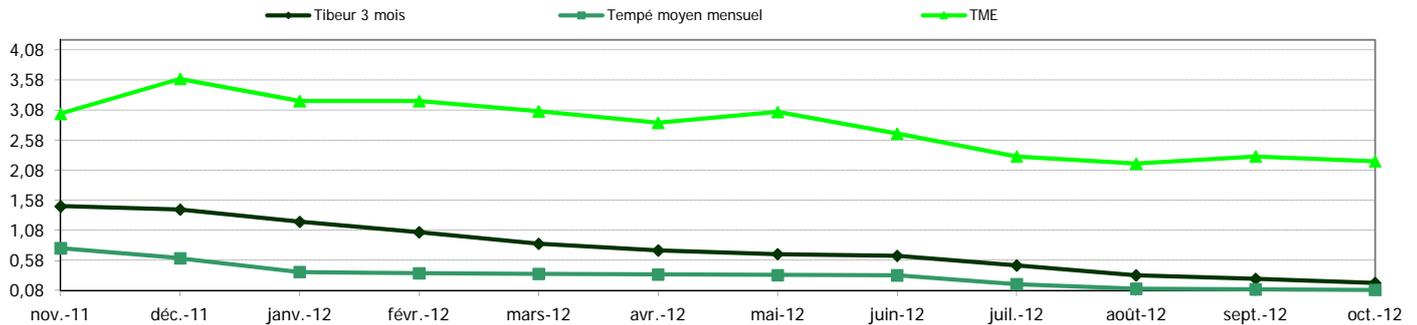
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
2,31%	2,19%	2,31%	2,23%	2,51%	2,39%	2,51%	2,43%

Taux de l'usure (applicable au quatrième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	13,11%
Prêts à taux fixe	5,99%		
Prêts à taux variable	5,64%		
Prêts-relais	5,89%		
Autres prêts			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,30%		
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,58%	Découverts en compte (1)	13,86%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	17,67%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,84%		
		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)	13,86%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

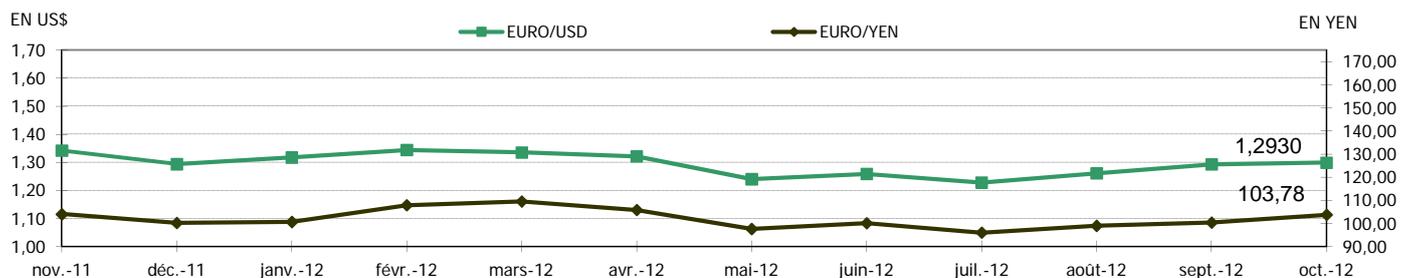
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2993	EURO/ZAR (Afrique du sud)	11,2692	EURO/SRD (Surinam)	4,27650
EURO/JPY (Japon)	103,7800	EURO/BWP (Botswana)	10,19600	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,31970
EURO/CAD (Canada)	1,3005	EURO/SCR (Seychelles)	17,1593	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,3505
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,80650	EURO/MUR (Maurice)	39,9788	EURO/BBB (La Barbade)	2,59180
EURO/SGD (Singapour)	1,5853	EURO/BRL (Brésil)	2,6389	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,29000
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,0697	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,56550	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2,909,3192	EURO/XCD (Dominique)	3,4990	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 20 novembre 2012 - Dépôt légal : novembre 2012 - ISSN 1284-4438